

Le déclin actuel avec sa crise générale ont surgi brusquement, de la même manière que la dépression elle-même. Les prix des obligations ont baissé à la fin de 1936. Les prix des marchandises en stok les ont suivi en mars 37. Les intérêts à court terme ont augmenté, les prix de gros ont baissé. Tous les signes indiquant l'insuffisance de rentabilité ont réapparu. Ce qui ne fait aucun mystère ici. Seul un accroissement de la "pompe d'amorçage" aurait pu mitiger ce processus, mais cette politique a aussi ses limites. Seul un renforcement plus grand des "tendances au capitalisme d'Etat", accompagné d'une plus grande misère du "secteur économique privé" aurait pu ajourner le dilemme actuel, et seulement ajourner.

Le nouveau déclin présentant tous les symptômes d'un début d'une longue période de dépression a, une fois de plus, fait surgir toutes les vieilles suggestions et propositions dont s'était montrée fertile la période précédente. On commence à redemander de nouveau un accroissement du "pouvoir d'achat des masses", principalement dans la presse libérale et ouvrière. Et ceci malgré le fait si bien souligné par D W. Ellsworth, dans l'"Annalist" du 21 janvier 1938:

"La présente dépression a démontré une fois de plus, mais d'une façon encore plus impressionnante, la fausseté de la théorie du pouvoir d'achat sur le cycle d'affaires. Le pouvoir d'achat des masses de ce pays n'a jamais été aussi élevé qu'au moment où a commencé la présente dépression."

Le pouvoir d'achat des masses a été créé en partie par une plus grande exploitation, et en partie par les mesures gouvernementales mentionnées plus avant. Puisque celles-ci se sont limitées à changer ou à créditer le pouvoir d'achat existant elles n'ont servi qu'à étendre la misère d'auparavant. Né en grande partie des mesures gouvernementales, le "pouvoir d'achat des masses" fut donc un autre facteur empêchant le rétablissement de la rentabilité qui seule permet une expansion capitaliste réelle. La nécessité de telles mesures ne change pas le fait que cette nécessité exclut cette autre nécessité, à savoir la rentabilité des entreprises d'exploitation. Toutefois, le capital privé a combattu ces mesures par d'autres slogans comme: "équilibre du budget, abolition de la réglementation, opposition à la législation ouvrière."

Le capital n'est pas quelque chose d'uniforme s'accordant pour une simple nécessité. La simple nécessité, c'est à dire le maintien du système d'exploitation capitaliste, n'est réalisée que par une lutte entre les capitalistes eux-mêmes, nationalement et internationalement, et entre capital et travail et les